



Jonquières Saint Vincent,
Le 29 juin 2018

DREAL OCCITANIE

Direction Energie Connaissance

Département Autorité Environnementale

520 Allée Henri II de Montmorency

CS 69007

34064 MONTPELLIER CEDEX 2

Directeur Général des Services :
Bruno ICARDI
(dgs@jonquieres-st-vincent.com)
Nos Réf. : BI-JMF / 293-2018

Objet : Saisine pour avis sur la déclaration de projet de construction d'une Halle des Sports

PJ : Dossier de présentation

Monsieur le Directeur Régional,

Conformément aux dispositions de l'article R.104-23 du Code de l'Urbanisme, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, pour avis au titre de votre rôle d'autorité environnementale, la déclaration de projet de la Halle des Sports de la commune de Jonquières-Saint-Vincent.

Indépendamment des dispositions législatives fixant à 3 mois votre délai de réponse, et disposant qu'à défaut votre avis serait réputé favorable passé ce délai, je me permets de solliciter l'examen le plus rapide possible de notre dossier.

Vous en remerciant par avance, et souhaitant que vous disposiez de tous les éléments d'information de nature à susciter un avis favorable de votre Administration, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Régional, l'expression de mes cordiales salutations.

Le Maire,
Jean-Marie FOURNIER



Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Occitanie

Le 09/07/2018

Direction Energie Connaissance
Département Autorité Environnementale
Division Evaluation Environnementale Est

Le directeur régional

Affaire suivie par : Benjamin BERENGUIER
Téléphone : 0434466454
Courriel : ae.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

à
Monsieur le Maire

1 Place de la mairie
30300 JONQUIERES SAINT
VINCENT

Saisine de l'autorité environnementale pour avis

Références administratives :

numéro d'enregistrement de la demande : 2018006485

date dépôt du dossier : 03 juillet 2018

Personne publique responsable : Commune de JONQUIERES SAINT VINCENT

Plan programme : Déclaration de projet pour mise en compatibilité du PLU de Jonquières Saint Vincent (30)

Localisation : la commune de Jonquières-Saint-Vincent sur le département de Gard

Objet : Accusé Réception

Le décret 2016-519 du 28 avril 2016 prévoit que les missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) exercent les attributions de l'autorité environnementale fixées au III de l'article R.122-6 et au III de l'article R.122-17 du code de l'environnement et à l'article R.104-21 du code de l'urbanisme. Les membres de la MRAe ayant été nommés par arrêté ministériel du 12 mai 2016, à compter de cette date les saisines de l'Autorité environnementale doivent être adressées directement à la DREAL Occitanie.

L'avis de l'autorité environnementale vous sera fourni dans un délai de trois mois à compter de la date de réception soit le 03 octobre 2018, pour être joint au dossier d'enquête publique. Au-delà de ce délai, l'autorité environnementale est réputée n'avoir aucune observation à formuler.

Pour le directeur régional et par délégation,

Division Évaluation Environnementale Est
Départements 11,30,34,48,66
520 allées Henri II de Montmorency
34064 Montpellier Cedex 02

DREAL OCCITANIE

Division É
Départements 65,81,82
1 rue de la Cité administrative Bât G
CS 80002 - 31074 Toulouse Cedex

<http://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr/>



Mission régionale d'autorité environnementale

OCCITANIE

Marseille le 4 octobre 2018

**Information sur l'absence d'avis
de l'Autorité environnementale
de la région Occitanie sur la
Déclaration de projet pour mise en compatibilité du PLU
de Jonquières Saint Vincent (30)**

n°saisine 2018-6485
n°MRAe 2018AO79

Par courrier reçu par la DREAL le 3 juillet 2018, la commune de Jonquières-Saint-Vincent a sollicité l'avis de l'Autorité environnementale sur la Déclaration de projet pour mise en compatibilité du PLU de Jonquières Saint Vincent (30) au titre des articles R.104-21 et suivants du Code d'urbanisme relatifs à la procédure d'évaluation environnementale d'un document d'urbanisme.

L'Autorité environnementale n'a pas émis d'observation dans le délai qui lui était imparti, soit avant le 3 octobre 2018 (article R.104-25 du Code d'urbanisme).